Bienvenu Matumo

La nonviolence au Congo (RDC) :

La République démocratique du Congo (RDC) est marquée par des crises multiformes : la crise **sécuritaire** ancrée due à la nouvelle guerre du M23/AFC soutenu par le Rwanda depuis 2021 (mais qui s'inscrit dans une situation de conflit depuis 30 ans) et à l'activisme des groupes armés locaux et étrangers (ADF, FDLR, CADECO et Wazalendo) et aux milices urbaines qui sèment la criminalité et la terreur sociale dans certains grands centres urbains (Kuluna à Kinshasa, braquage et vols armés dans les autres villes); la **crise humanitaire** qui est conséquente bien évidemment à la logique de conflictualité ancrée (avec plus de 7 millions de déplacés internes dans l'Est du pays, de 24 millions des congolais souffrant de la faim chronique et plus de 20 millions de malades mentaux). Il y a également une crise **politique et institutionnelle** aggravante induite à la suite des élections truquées à la fois de 2018 et de 2023, à la politique de répression des voix dissidentes et critiques (ainsi des militants, des journalistes et des opposants sont arrêtés, interpelés, intimidés, menacés, tués et certains forcés en exil) et à la confiscation et concentration des pouvoirs par le président de la République, acte contraire au principe de séparation de pouvoir inscrit dans la constitution ; la crise **sociale** à cause du manque criant des services publics de base (eau, électricité, la nourriture, les soins de santé, l'éducation, l'emploie, etc.), aux inégalités et injustices sociales et à cause du tribalisme et les anti-valeurs et plus globalement à la pauvreté (70% de Congolais vivent avec moins de 2 dollars) ; une crise **économique** relative à l'extraversion de celle-ci à cause de l'exploitation des minerais brut (cobalt, coltan, cuivre, or, lithium, etc., une logique de prédation et de pillage) et portée par le secteur de rente. A cela s'ajoutent les faits de la corruption, du détournement des deniers publics, de la dollarisation du secteur, de la fiscalité hasardeuse et peu incitative, du manque croissant des facteurs de production comme les infrastructures (routes, chemins de fer, aéroports, ports,) et ainsi une faible industrialisation et diversification du secteur économique et financière. Le pays est dépendant et assujetti aux logiques de l'APD et de la dette.

Dans cette configuration ainsi posée ci-dessus, la Lucha axe son action non-violente sur deux champs essentiellement:
La demande de la redevabilité aux autorités par des actions de rue (sit-in, marche, journées ville morte), des plaidoyers structurés vers les partenaires et acteurs sociopolitiques, et dénonciations publiques dans le média et réseaux sociaux (des télé actions : pétitions, campagnes, boycott). Et cela s'articule sur les différentes crises avec une focale sur les unes plus que les autres EN FONCTION DU CONTEXTE (campagne contre la modification de la constitution, contre l'inefficacité de la Monusco ou de l'état de siège, de vol des biens publics, de corruption, contre l'agression,). Depuis 2021, la Lucha est mobilisée et engagée dans les dynamiques et mouvements d'actions visant à dénoncer l'agression rwandaise menée dans l'Est du pays. Le mouvement est également impliqué dans les actions exigeant des réformes des forces de sécurité et de renseignement (l'armée et de la police en vue de les rendre dissuasives, républicaines, combattives républicaines et bien équipées). Dans la même lancée, Lucha est inscrit sur le registre de la sensibilisation de la population en vue de lancer un élan

de la solidarité nationale au profit victimes de ces guerres et ces violences atroces. Des campagnes visant à attirer l'attention de la communauté internationale ont été menées auprès de la France, des Etats-Unis, de la Belgique, auprès des organisations régionales, de l'ONU dans l'objectif d'obtenir des sanctions contre les responsables de crimes et des atrocités enregistrées dans l'Est du pays. Dans le même temps, la Lucha dénonce les pillages de ressources naturelles du Congo par les puissances étrangères (Rwanda, Ouganda, Burundi, etc.), Lucha cherche à peser dans les dynamiques en cours (les processus de paix de Washington qui engage un accord de paix entre la RDC et le Rwanda signé le 27 juin 2025 et celui de Doha qui engage la RDC et le M23/AFC ayant signé un accord des principes, le 17 juillet 2025). En outre, la Lucha est impliquée dans les dynamiques d'actions soutenant la tenue du dialogue national et inclusif porté par les églises catholique et protestante (CENCO/ECC). Ce dialogue doit réunir toutes les parties à la crise autour du PACTE SOCIAL et du BIEN VIVRE ENSEMBLE.

L'éveil de la conscience des citoyens et la sensibilisation aux méthodes de la résistance civile : dans ce champs d'actions, les militants et résistant mènent de campagne dans la cité (au niveau multiscalaire) dans les différentes couches sociales, les jeunes principalement pour user du plein pouvoir citoyen offert par la constitution et les lois de la République : une heure pour ma patrie, la solidarité (Goma actif), l'animation des conférences et des points de presse en vue d'éclairer l'opinion sur la situation politique du « moment ». Des campagnes populaires ont été menées à l'occurrence de RwandaIsKilling, Justice for Congo, dans le but de dénoncer la guerre et exiger la paix.

La Lucha se mobilise indéniablement et courageusement pour que la guerre s'arrête, que les armes se taisent et que la paix revienne afin de préserver l'intégrité territoriale du Congo (Le pays connait deux administration qu'on peut qualifier de balkanisation de fait) et de redonner de l'espoir au peule en restaurant leur dignité et humanité. Les militants de Lucha ont été ciblés par les rebelles : un militant a été tué par le fait d'être luchéen. D'autres ont fui dans les pays voisins (Tanzanie, Kenya, Burundi ou encore Ouganda) et en Europe (Belgique et France). Certains encore vivent en profil bas dans les villes zones occupées par les rebelles. A l'heure de mon propos, un camarade de Lucha est emprisonné dans la ville de Kisangani pour avoir effectué un contrôle citoyen. Jedidia Mabela est condamné à 6 mois de prison pour avoir dénoncé le gaspillage des fonds publics dans les dépenses périphériques.

Pour conclure, la Lucha sollicite ainsi l'implication sincère et engagée des partenaires du Congo (UA, SADC, ONU, UE, USA, la Belgique, la France, l'Allemagne, le Qatar, la Grande Bretagne) afin d'exercer de la pression à toutes les parties prenantes à ces crises de privilégier la voie de la construction de la paix qui doit passer par la tenue du dialogue national car la voie militaire semble avoir échoué pour l'armée loyaliste. C'est dans ces conditions que la justice sera rendue et que le cycle de l'impunité sera stoppé. IL EST TEMPS DE CONSTRUIRE LE CONGO ET LUI RENDRE SA DIGNITE.

En outre, la Lucha vous demande **votre solidarité** et soutien tant moral que financière afin de pouvoir soutenir ses militants qui traversent des difficultés et sont vulnérables à ces situations de guerre. UN GESTE HUMAIN PEUT SAUVER UNE VIE d'un militant.